

L'ONG Human Right Watch (HRW) a publié un rapport cette semaine pour avertir des risques encourus par les équipes qui vont disputer la prochaine Coupe d'Afrique des Nations, en raison d'un conflit interne au Cameroun.

Des séparatistes ont déjà menacé de perturber la CAN et les joueurs pourraient être pris pour cible. Reportée d'une année pour des raisons sanitaires, la prochaine Coupe d'Afrique des Nations, qui doit se tenir au Cameroun à partir du 9 janvier prochain jusqu'au 6 février, pourrait être perturbée pour des raisons diplomatiques. Depuis 2016, un conflit interne, assez méconnu, a lieu entre les régions séparatistes anglophones, situées au Nord-Ouest et Sud-Ouest, au gouvernement camerounais, principalement francophone. Pour rappel, 24 pays doivent participer à la compétition mais des craintes existent pour que les équipes soient la cible d'attaques de la part des séparatistes. Mola le lion, la mascotte du tournoi, portait par exemple un gilet pare-balles la semaine dernière lorsqu'elle s'est rendue dans une zone en conflit, entourée par des troupes lourdement armées pour assurer sa sécurité.

Dans un rapport publié ce mardi, l'ONG Human Right Watch (HRW) avertissait des dangers pour les équipes de participer à cette CAN, soulignant que "la crise anglophone a démontré que les autorités camerounaises sont incapables d'assurer la sécurité des personnes en zone anglophone". L'ONG indique aussi que "plusieurs militants séparatistes ont publiquement menacé de perturber la CAN si les autorités ne retiraient pas les troupes gouvernementales de ces régions" anglophones. L'un des groupes hostiles à la tenue de cette CAN, a revendiqué l'explosion d'une bombe le 12 décembre, la quatrième depuis novembre dans le Sud-Ouest du Cameroun. "Il existe un risque réel d'attaques dans tous les sites de la CAN" "Il y a maintenant de plus en plus d'appels pour retarder la Coupe d'Afrique des Nations jusqu'à ce que les parties belligérantes appellent à un cessez-le-feu et engagent des négociations de paix", explique Rebecca Tinsley au Daily Mail, chercheuse en droits humains et membre de la Campagne mondiale pour la paix et la justice au Cameroun. "Il existe un risque réel d'attaques dans tous les sites de la CAN, en particulier à Limbe", précise-t-elle, alors que le stade local, d'une capacité de 20.000 places, doit accueillir six matchs de poule et deux affiches des huitièmes de finale.

La ville de Limbe est la seule à se situer dans la zone anglophone, alors que les villes de Douala et Bafoussam sont situées à la frontière. De son côté, le gouvernement camerounais ne souhaite montrer aucune faiblesse face aux risques liés à ce conflit, dans l'optique de l'organisation de la CAN. "Il suffit de regarder le bilan des milices armées et des groupes séparatistes. Ils ont fait exploser plus de 80 engins explosifs cette année et deviennent de plus en plus sophistiqués dans leurs tactiques, poursuit Rebecca Tinsley. Cela devrait alarmer tout

club de football de football qui envisage d'envoyer des joueurs dans la région."

RMC
